



Conseil économique et social

Distr. générale
7 décembre 2017
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Soixante-deuxième session

12-23 mars 2018

Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale
sur les femmes et à la vingt-troisième session
extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée
« Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,
développement et paix pour le XXI^e siècle »

Déclaration présentée par Montage Initiative, Inc., Schools Without Borders, Universal Peace Federation, Women's Federation for World Peace International, organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



Déclaration

Les femmes comme ressources pour surmonter les obstacles à la paix et au développement durable dans les zones rurales

Women's Federation for World Peace International, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies, se félicite du thème prioritaire de la soixante-deuxième session de la Commission de la condition de la femme de l'Organisation des Nations Unies, « problèmes à régler et possibilités à exploiter pour parvenir à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes et des filles en milieu rural ». Comme il est écrit dans le préambule du Programme de développement durable à l'horizon 2030 : « ... Nous sommes déterminés à prendre les mesures audacieuses et porteuses de transformation qui s'imposent d'urgence pour engager le monde sur une voie durable, marquée par la résilience... [Nous visons] aussi à réaliser les droits de l'homme pour tous, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles ».

Les femmes et les filles rurales sont confrontées à des défis uniques qui entravent l'autonomisation et l'égalité des femmes et des hommes. Ces défis comprennent les zones rurales éloignées non accessibles par les organisations non gouvernementales ; les gouvernements et les donateurs concentrent leur attention et leurs ressources aux régions plus visibles qui dépendent d'infrastructures telles que les routes, les écoles et les hôpitaux. Les services de base comme l'eau courante, l'électricité et l'éducation ne sont pas facilement accessibles dans beaucoup de régions rurales, et les femmes et les filles de ces zones sont par conséquent contraintes de passer une grande partie de leur journée à aller chercher de l'eau ou des combustibles. Dans certaines zones éloignées, la pauvreté pousse également beaucoup d'hommes à se déplacer vers les zones urbaines pour travailler, laissant aux femmes et aux filles la charge du travail dans les champs.

Les possibilités de formation de cadres, d'enseignement et de stages professionnels offertes aux femmes et aux filles dans les zones rurales sont très rares. L'accès aux connaissances et aux pratiques en matière de santé et d'hygiène est limité. Les zones rurales appauvries subissent également les conséquences démesurées des changements climatiques. Dans le cas des pays en guerre, les zones rurales sont bien plus dangereuses, car elles sont exposées à des violences impunies contrairement aux centres urbains où les organisations non gouvernementales et les missions de maintien de la paix sont concentrées. Les femmes et les filles sont les premières victimes de cette violence qui demeure impunie.

Malgré ces défis difficiles à relever, il existe des possibilités d'autonomisation. Il est clair que la voix des femmes des zones rurales doit être entendue au sein des organes directeurs locaux, nationaux et internationaux. Les défenseurs des femmes rurales pour l'égalité des femmes et des hommes et pour l'autonomisation de toutes les femmes et les filles sont essentiels pour permettre une représentation adéquate.

Les petites organisations non gouvernementales qui œuvrent dans des zones rurales éloignées sont réputées pour développer des réseaux étonnamment larges qui peuvent générer des investissements provenant de ressources mobilisées par les donateurs. Les personnes qui quittent les zones rurales pour suivre une formation, étudier ou après avoir reçu une promesse de travail rémunéré dans d'autres régions sont également réputées pour mettre en commun leurs ressources afin d'investir dans le renforcement des capacités dans leur pays. Pendant plus de vingt-cinq ans, les volontaires de Women's Federation for World Peace International ont mis en place un plan cohérent pour investir dans les zones rurales. Après une évaluation préalable des besoins de la communauté ciblée, l'équipe en charge du programme lie ces besoins avec le soutien international. Les représentants se rendent ensuite dans la

communauté locale pour mettre en œuvre le projet ou le programme. Le produit direct de cette opération a créé des projets durables dans des écoles en Guinée-Bissau, en Guinée équatoriale, au Cameroun, au Myanmar, au Népal, en Éthiopie, au Libéria, aux Îles Salomon, au Bangladesh, au Mozambique et au Kenya ; des instituts de formation professionnelle au Rwanda, au Sénégal, au Népal, en Myanmar, en Jordanie, en Afghanistan et à Sao Tomé-et-Principe ; des programmes d’alphabétisation en Haïti, en Afghanistan, en Éthiopie et au Bangladesh ; des programmes de prévention du sida au Ghana, en Mauritanie, au Cameroun, au Kenya, en Biélorussie, en Russie, en Haïti, aux États-Unis, en Argentine, au Libéria, à Belize, au Pérou, au Costa Rica, en République dominicaine, et à Trinité-et-Tobago.

Bien que chaque programme ait été lancé avec un soutien provenant de l’extérieur de la communauté rurale, les autorités locales doivent développer leurs capacités de codirection et de direction de ces projets. Au départ, les projets sont financés par des sources extérieures jusqu’à ce qu’ils deviennent autonomes. Grâce à ces programmes communautaires, Women’s Federation for World Peace International œuvre dans plus de 50 pays pour la réalisation des objectifs de développement durable 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 16.

Encourager les gouvernements et les acteurs de la société civile à investir des fonds et à collaborer avec les organisations non gouvernementales sur le terrain pour déployer des efforts de renforcement des capacités peut constituer une opération de survie. Un engagement, une communication et une collaboration solides entre les administrations locales, la population rurale et les organisations non gouvernementales se sont avérés être de bonnes pratiques pour le développement efficace et réel de l’autonomisation des femmes et des filles rurales et l’égalité des femmes et des hommes.

Women’s Federation for World Peace a lancé Global Women’s Peace Network en mars 2012. Ce réseau a été créé dans le but de développer un réseau de femmes dirigeantes dédiées au règlement des problèmes sociaux urgents et à l’instauration d’un environnement propice au développement humain au moyen d’une direction féminine en faveur de la paix. Son but est d’assurer une prospérité mutuelle et une paix durable enracinées dans une culture de responsabilité solidaire et de valeurs universellement partagées. Les organisations non gouvernementales affiliées du monde entier se réunissent pour développer un réseau, partager la sagesse et l’information, et conjuguer leurs efforts pour concrétiser leurs meilleures idées.

La révérende Diane Winder, ministre œcuménique et ancienne vice-présidente de la UN Association of New Zealand, a prononcé un discours lors du lancement du Global Women’s Peace Network en Nouvelle-Zélande, dans lequel elle a déclaré : « les femmes comprennent mieux comment la guerre attaque le tissu familial et communautaire et le prix que paient leurs familles... Il ne peut y avoir de consolidation de la paix sans comprendre comment les femmes sont touchées par les conflits et l’approche adoptée par celles-ci pour maintenir la paix. Elle déclare que « les femmes ont tendance à considérer la société comme une famille ; elles sont plus susceptibles d’éliminer les barrières psychologiques, de résister à la déshumanisation de l’ennemi et de comprendre la position des autres. Les femmes sont faites pour franchir les lignes, briser les barrières et construire des ponts ». Les femmes des zones rurales confrontées à des situations difficiles ou dangereuses dans le monde sont souvent incapables de voir au-delà de leur survie quotidienne, de leur propre sécurité et de celle de leurs familles. Les organisations non gouvernementales agissent en tant que mère ou que sœur aînée apportant un soutien et offrant des ressources. C’est dans cet état d’esprit que Global Women’s Peace Network a été fondé.

Les jeunes femmes jouent un rôle vital en matière de renforcement des capacités dans les zones rurales. Comme indiqué dans le contexte de la résolution 1325 du

Conseil de sécurité, elles doivent participer à la prise de décisions, la consolidation de la paix et la réconciliation. Selon ONU-Femmes, lorsque les femmes sont impliquées dans les processus de paix, la probabilité que cette résolution dure au moins 15 ans augmente de 35 %. À mesure que ces réalisations se concrétisent, les jeunes femmes doivent se préparer à assumer, dans le futur, d'importantes responsabilités en matière de prévention des conflits, de médiation et de gouvernance. Les organisations non gouvernementales occupent une position privilégiée en tant que médiateurs entre les ressources publiques et les besoins locaux. Elles offrent des programmes qui favorisent la confiance, les aspirations en matière de responsabilité et les compétences connexes qui guident les femmes et les filles pour les habiliter à assumer la responsabilité de la transformation dans leurs communautés et, finalement, celle des objectifs des Nations Unies.
